

Le PACTE c'est aussi...



Un entrepreneuriat plus féminin

Promotion de l'entrepreneuriat féminin par les CCI

Les missions des Chambres de Commerce et d'Industrie sont élargies pour encourager l'entrepreneuriat féminin et veiller à l'égalité entre les femmes et les hommes.



Un thème de réflexion central pour l'action du Gouvernement

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1^{er} janvier 2020, un rapport sur l'entrepreneuriat féminin en France et la possibilité de mettre en œuvre des actions au niveau national visant à accompagner les femmes créatrices d'entreprises.



Exemplarité pour la Caisse des Dépôts et Consignations

Une modernisation des objectifs de parité au sein de la Caisse des Dépôts et Consignations

La proportion des commissaires surveillants de chaque sexe ne peut être inférieure à 40% au risque de nullité d'une nomination contrevenant à cette disposition.

La parité devra être respectée dans la désignation des représentants des salariés à la CDC.

La commission de surveillance de la CDC délibère sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale entre les hommes et les femmes.



#PACTE sur les réseaux sociaux:

 @economie_gouv

 @economie.gouv

www.economie.gouv.fr/plan-entreprises-pacte

CONCEPTION GRAPHIQUE: STUDIO GRAPHIQUE - SG/SIRCOM - AVRIL 2019

#PACTE

Le Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises

Mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes

Printemps 2019

Pourquoi ces mesures ?

INÉGALITÉS

La place des femmes dans les entreprises n'est pas représentative



17,6 %

de femmes dans les Comex du CAC 40

Source : Ethics and Boards, 2019

Trop d'écart de salaires demeurent inexpliqués



9 %

d'écart de salaires entre les hommes et les femmes à travail égal et à compétences égales

Source : Dares, 2018

Le rattrapage est trop lent



À ce rythme, il faudrait attendre encore

201 ans

pour parvenir à l'égalité salariale

Source : Forum économique Mondial, 2018

Pourtant, les femmes sont plus diplômées



48 %

des femmes âgées de 25 à 29 ans sont diplômées du supérieur contre 40% des hommes.

Source : Dares, 2018

OPPORTUNITÉS

L'égalité femmes-hommes est une source de performance



Hausse de **55 %**

des revenus moyens pour les entreprises présentant un Comex paritaire

Source : McKinsey, 2015

PIB⁺

Hausse de **3,9 %**

du PIB mondial d'ici 2025 si les pays membres du G20 atteignent leur objectif de réduire de 25% la différence de taux d'emploi entre les femmes et les hommes

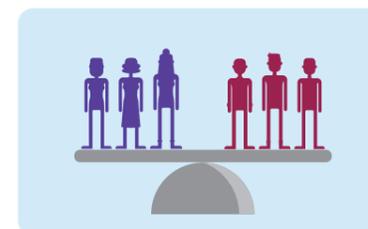
Source : OIT, 2017

La loi PACTE : Une nouvelle étape pour l'égalité femmes-hommes dans les entreprises

Des entreprises plus paritaires

Composition équilibrée dans les organes de direction des entreprises

Le conseil d'administration ou le directoire doit rechercher une **composition équilibrée des femmes et des hommes** dans la nomination des membres du directoire et des directeurs généraux délégués.



Processus de sélection paritaire dans les organes de direction des entreprises

Le conseil d'administration a l'obligation de mettre en place un **processus garantissant la présence d'au moins un homme et au moins une femme parmi les candidats à chaque étape** de sélection des membres du directoire et des directeurs généraux délégués.



Extension du principe de non-discrimination aux procédures de nomination des mandataires sociaux

Le principe de non-discrimination en raison de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de la grossesse ou de l'identité de genre lors des processus de recrutement est désormais étendu aux processus de nomination des mandataires sociaux.



Nomination

Sanctions accrues en cas de non-respect des règles de parité des conseils d'administration et de surveillance

Depuis 2011, la loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, dite loi Copé-Zimmerman, fixe à au moins 40% la part d'administrateur de chaque sexe dans les conseils d'administration. Désormais, les sanctions seront accrues. **Toute délibération méconnaissant cette disposition peut être frappée de nullité.**



Les conjoints de chef d'entreprise mieux protégés

Le statut de conjoint du chef d'entreprise consacré

Chaque chef d'entreprise devra indiquer dans les formulaires de déclaration de création d'activité si son conjoint exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise. À défaut, le conjoint bénéficiera du statut de conjoint salarié.

